

<https://ricochets.cc/La-prefecture-de-police-de-Paris-met-la-pression-a-des-medias-independants-et-a-leurs-sources.html>



# **La préfecture de police de Paris met la pression à des médias indépendants et à leurs sources**

- Les Articles -

Publication date: vendredi 4 décembre 2020

---

**Copyright © Ricochets - Tous droits réservés**

---

Pour le macronistan et le système policier, les cendres de démocratie et les restes de droits fondamentaux sont encore de trop.

Après les quartiers populaires et les gilets jaunes, le régime s'attaque par capillarité à tout ce qui a l'outrecuidance de le déranger, de perturber ses mensonges, mythologies et brutalités.

[La Préfecture de police met la pression sur QG et d'autres médias indépendants](#), par Aude Lancelin

Communiqué de la rédaction suite à des demandes inacceptables portant atteinte au secret des sources

### PRINCIPE DEDUIT DE PROTECTION DES SOURCES JOURNALISTIQUES (II)

- « Liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques »
- « Pierre angulaire de la liberté de la presse »
- « Rôle vital de chien de garde »

– v. CEDH, 4e Sect. 15 décembre 2009, *Financial Times LTD et autres c. Royaume-Uni*, Req. n° 821/03; CEDH, G.C. 27 mars 1996, *Goodwin c. Royaume-Uni*, Req. N°17488/90, § 39).

**La préfecture de police de Paris met la pression à des médias indépendants et à leurs sources** Par capillarité, le régime s'attaque à tout ce qui perturbe ses mensonges et brutalités

▶ Extraits :

un officier de police a affirmé chercher à contacter notre reporter, Adrien AdcaZz, présent sur la place de la Bastille le samedi 28 novembre où des affrontements ont eu lieu avec les forces de l'ordre, afin de récupérer l'ensemble de ses images

Nous avons depuis lors appris que d'autres confrères, notamment Taranis News, avait du faire face aux mêmes demandes. Les autres recevant, eux, des mails. Nous concernant, la chose est d'autant plus ironique que notre reporter Adrien AdcaZz avait été scandaleusement placé en garde à vue pendant plus de 24 heures, le 12 septembre dernier, lors de la manifestation signant le retour des Gilets jaunes. Une arrestation abusive, ainsi que l'a d'ailleurs prouvé son classement sans suite le lendemain. Aucun média mainstream ne l'avait d'ailleurs relayée, en dépit des milliers de retweets et de Posts indignés laissés par les utilisateurs des réseaux sociaux suite à notre communication.

Les motifs avancés en avaient été la « participation à un groupement », le « refus d'obtempérer à un ordre de dispersion », et la « dissimulation de son visage », autant de prétendus délits irrecevables pour un reporter, et qui anticipaient la mise en place du nouveau schéma national du maintien de l'ordre. Depuis, les grandes rédactions se sont réveillées. Bien tard.

Après avoir fait convoquer de nombreux journalistes par la DGSI en 2019, après avoir multiplié les lois scélérates portant atteinte à la liberté d'informer, depuis la loi sur les « fausses nouvelles » fin 2018 jusqu'à la loi dite de « Sécurité globale » en 2020, le pouvoir macroniste d'en prend maintenant directement aux garanties constitutionnelles sur lesquelles repose notre métier. Police nationale, il est inutile de continuer à nous appeler. Plus que jamais : laissez nous respirer.